

Forum : Forum citoyen.ne sur le travail

Thématique : Le monde du travail entre mondialisation et fragmentation

Nom du/de la Citoyen.ne : YANG Célesta _____

<p>Situation familiale</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Marié/en couple<input type="radio"/> Célibataire<input type="radio"/> Avec enfants, si oui combien _____	<p>Niveau d'étude</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Primaire<input type="radio"/> Secondaire<input type="radio"/> Universitaire
---	---

Alors que les nouvelles technologies connaissent un essor considérable dans le monde du travail, nombreux sont les travailleurs qui continuent en parallèle à se heurter aux inégalités. La population active doit, par conséquent, faire face à divers enjeux tels le renforcement d'un cadre de travail formel et sécurisant, la lutte contre les inégalités de tous genres mais aussi l'insertion de nouveaux outils dans les emplois. Il convient donc pour les pays de veiller à une égalité totale entre travailleurs et de faciliter une coopération internationale et des flux de population active afin de limiter le phénomène de la « fuite des cerveaux ». Le secteur de la santé est par ailleurs réputé pour être un domaine particulièrement sensible aux mutations du travail mais également un domaine aux conditions de travail difficiles, connaissant notamment des pénuries communes à de multiples pays.

En Italie, le secteur médical s'est montré indispensable mais aussi et avant tout fragilisé, en particulier depuis la crise du Covid-19. Les promesses du gouvernement Meloni n'ont abouti qu'à une dégradation des conditions de travail pour le personnel hospitalier comprenant notamment la fermeture de 37 000 lits, une pénurie grandissante de soignants ou encore des salaires demeurant toujours inférieurs à la moyenne de l'Union Européenne, entraînant ainsi une importante fuite des cerveaux. Les médecins doivent aussi parvenir à inclure des technologies qui occuperont d'ici peu, une place prépondérante dans la santé tout en faisant face à des inégalités qui se creusent et les défavorisent.

En premier lieu, l'utilisation des nouvelles technologies peut se révéler bénéfique, ce qui en fait donc un axe crucial à développer. Ces innovations majeures comptent un avantage considérable : le désengorgement des structures de santé permettant aux chercheurs de progresser dans leurs projets. L'intelligence artificielle s'est aussi montrée efficace dans le traitement de données ou encore dans le diagnostic, voire la prédiction de pathologies en soutien des professionnels de santé selon l'Institut de recherches pharmacologiques Mario Negri. Cependant, celle-ci peut résulter à de mauvaises estimations en cas de manque de ressources scientifiques fournies. Concernant les téléconsultations, des encadrements divers comme les Lignes directrices nationales sur la télémédecine existent mais se chevauchent conduisant les professionnels de santé à négliger certaines mesures. Parmi elles, figure la transparence envers les patients quant au traitement de leurs données personnelles ou encore les structures impliquées dans leurs soins en distanciel. L'introduction de ces outils en médecine doit être encadrée, tant pour l'intelligence artificielle que pour le télétravail. Sans encadrement, certains patients pourraient considérer que ces conseils ou consultations peuvent se substituer entièrement à de réelles consultations en présentiel, amenant des citoyens à négliger ou minimiser leur santé dans certaines situations.

Le système de santé italien présente de nombreuses inégalités, notamment de genre ou selon les zones géographiques. La proportion d'hommes et de femmes dans le secteur médical est plutôt égale, notamment chez les moins de 70 ans. Malgré cela, les femmes médecins gagnent environ

33% de moins que les hommes à qualification égale selon l'ENPAM (Organisme national de prévoyance et d'assistance médicale). Le phénomène du « plafond de verre » empêche encore une grande partie des femmes d'accéder aux postes à responsabilité, occupés par une majorité écrasante d'hommes. De plus, la mise en place d'un système de santé régionalisé pénalise obligatoirement les professionnels, creusant de fortes disparités salariales. Le revenu des soignants varie entre 90 000 euros par an au Nord de l'Italie à 83 000 par an au Centre. Ces salaires ont par ailleurs incité environ 74 000 diplômés à quitter l'Italie au cours de ces 10 dernières années selon L'Istat (L'Institut national italien de statistique), une jeunesse en recherche de meilleurs revenus et conditions, notamment chez des homologues européens. Le gouvernement Meloni, bien que fermement opposé à l'immigration a dû faire appel à des médecins cubains en 2023 pour lutter contre la pénurie, proposant ainsi une solution uniquement à court terme.

L'encadrement de la pratique et de la formation nécessite une mobilisation de davantage de moyens de la part du gouvernement italien. Effectivement, certains cas de pratique illégale de chirurgie esthétique ont été récemment mis en lumière par le ministère de la santé, nuisant à l'image de praticiens diplômés. Quant aux formations, celles-ci présentent encore une hétérogénéité à l'échelle nationale selon l'Association nationale des médecins en formation spécialisée. De multiples étudiants se ne peuvent continuer leurs cursus par manque de moyens, car les bourses distribuées ne correspondent pas au nombre de places disponibles en médecine et chirurgie. Enfin, certains établissements, pour contrer la pénurie, décident d'employer des étudiants en formation qui ne bénéficient ainsi pas d'encadrement de la part de personnel médical spécialisé.

Afin d'encadrer l'utilisation des technologies, dans un premier temps de l'intelligence artificielle, il pourrait être pertinent de mettre en place des formations spécialisées pour le personnel médical enclin à l'exploitation de ces outils en favorisant l'émergence de métiers tel que les ingénieurs prompt, déjà mis en avant par la France. L'utilisation de données protégées et vérifiées est également cruciale, il est donc préférable de se diriger vers des sources comme l'Espace européen des données de santé annoncé pour 2027 afin d'alimenter nos intelligences artificielles et éviter de mauvaises estimations. Pour parvenir à encadrer les téléconsultations, il faudrait tout d'abord clarifier et simplifier les législations d'ores et déjà présentes afin d'harmoniser et homogénéiser cette pratique afin d'offrir un cadre régulé aux professionnels. En somme, il est nécessaire d'assurer une prévention quant aux éventuelles mauvaises utilisations des outils numériques conduisant à de fausses informations et croyances.

À propos des inégalités présentes dans la sphère médicale, il semble évident qu'une nationalisation des secteurs présentant de fortes disparités salariales est nécessaire. Elle devrait se coupler à une augmentation salariale pour les secteurs en pénurie, ce qui permettraient d'harmoniser les salaires et conditions de travail. Les étudiants pourraient par la suite se diriger vers cette filière tout en proposant une solution à la fuite des cerveaux. Quant aux diplômés déjà partis d'Italie ou envisagent un départ, des allègements fiscaux pour ceux décidants de revenir ou encore une coopération internationale pour faciliter les flux de travailleurs pourrait favoriser un retour éventuel. Ce sont des mesures pouvant certes paraître coûteuses et contraignantes, mais selon la Fondation Nord-Est la fuite des cerveaux italiens entre 2011 et 2023 a déjà coûté 134 milliards d'euros au pays. Finalement, la présence de tant d'inégalités de genre me semble inadmissible au vu de la ratification de la Convention n°100 de l'OIT par 173 pays. Il est impératif pour la communauté internationale de mettre en place des politiques concrètes pour permettre aux femmes d'accéder plus aisément aux postes à responsabilité. En passant par l'éducation, il est aussi possible de lutter contre les stéréotypes de genres afin de rediriger les femmes vers des études plus scientifiques et des emplois plus qualifiés.

De surcroît, il semble évident que l'encadrement des travailleurs et étudiants doit être plus ferme. Il faut ainsi régulariser les contrôles dans les structures et secteurs sensibles au travail illégal, particulièrement lorsque cela concerne des pratiques très nocives. Cela permettra d'assurer la sécurité des personnes bénéficiant de prestations mais également des travailleurs. Pour finir, la nécessité de fournir des bourses pour garantir une continuité d'études stable aux futurs diplômés semble importante, voire indispensable pour les secteurs en difficulté. Les étudiants devraient aussi bénéficier d'un cadre et d'une surveillance plus stricte vis-à-vis de leurs stages pour ne pas transgresser les limites de leurs formations.